

Réinventer la démocratie en Europe

VOIR ENCORE PLUS LOIN

Avec leur livre *De la démocratie en Europe*, Sylvie Goulard et Mario Monti ouvrent une perspective de refondation de l'Union. Cette ambition invite à repenser et à approfondir la démocratie pour « former société en Europe »⁽¹⁾ et jeter les bases d'un contrat de reconstruction⁽²⁾.

L'heure serait-elle au retour du fédéralisme ? Mais lequel ? Des livres sortent, des débats s'ouvrent⁽³⁾... La conscience grandit que l'Europe doit construire son unité. Salulaire, quand tant d'Européens s'interrogent sur le sens même de leur union. Le débat doit sortir des frontières nationales et se nouer entre Français, Italiens, Allemands, Polonais... puiser dans notre histoire et celle des autres régions du monde. Car l'union des Européens ne peut prendre sens que dans la comparaison et dans l'émulation entre des modèles sociaux et politiques différents. Ce débat doit s'ap-

tion. Notre conviction est que celle-ci nécessitera la réinvention de notre démocratie. Créée hier dans un espace national, elle va devoir être pensée à une autre échelle. Car si les citoyens ont pu s'identifier à une société nationale, les mutations bousculent l'ordre social, et ils doivent aujourd'hui pouvoir s'identifier à une société transnationale. Avec la globalisation et la révolution informationnelle, il s'agit d'unir des sociétés autour d'un projet commun de développement durable que ni le capitalisme ni le marché ne parviennent à construire. Un projet fédérateur, qui tisse des liens entre les hommes et leur permette de

membres et de l'Union, écrivent les auteurs. Mais pour *Confrontations Europe*, c'est moins la faiblesse de ses institutions ou leur légitimité que l'absence d'une société civile européenne active qui prive l'Union de pouvoir politique. Celle-ci s'est bâtie sur la représentation d'États concurrents et de forces politiques rivales, écartant la participation des citoyens. Les propositions relatives aux réformes du suffrage universel et aux changements pour une meilleure gouvernance de nos institutions sont tout à fait utiles et urgentes. Mais ceux-ci ne créeront



Gouvernance et participation

La gouvernance de l'Union repose sur la tension entre l'intergouvernemental et le communautaire. Le Conseil n'est pas un gouvernement, la Commission n'a pas de mandat politique et l'absence de finalités légitimées par le débat démocratique provoque des conflits de prérogatives, aggravés par un manque de collégialité. Quant au Parlement européen, coupé des sociétés dont il n'est pas l'émanation (il est plutôt celle des partis), il doit travailler avec Conseil et Commission s'il ne veut pas provoquer des crises politiques à répétition, et menacer une

C'est moins la faiblesse de ses institutions que l'absence d'une société civile européenne active qui prive l'Union de pouvoir politique

puyer sur l'action et l'expérience : la démocratie ne pourra vivre en dehors, ou au-dessus, des sociétés, de leurs coopérations...

Une crise de la citoyenneté

Le livre de Sylvie Goulard et Mario Monti – en référence à *De la démocratie en Amérique* de Tocqueville – s'inscrit dans cette recherche d'identité de l'Europe. *Confrontations Europe* – qui milite pour « former société en Europe » – se réjouit de pouvoir en discuter l'ambition. « Voir plus loin », la perspective de nos amis ouvre sur une refonda-

s'émanciper de leur Etat national fondé sur une citoyenneté exclusive et une identification étroite. S'agit-il de donner le pouvoir politique à de nouvelles institutions supranationales ou à des citoyens capables de devenir les acteurs d'un projet politique ? C'est cette question que nous aurions envie de poser à la lecture du livre de Sylvie Goulard et de Mario Monti qui s'interrogent sur le nouveau régime politique à construire. Aujourd'hui, la crise de la démocratie en Europe révèle la défaillance conjointe des États

pas à eux seuls la société européenne. Hannah Arendt et Paul Ricœur nous ont appris que tout système de gouvernement ne reposant pas sur une société consciente de son identité et animée du vivre ensemble serait bâti sur du sable. Et cette société se construira dans des solidarités concrètes.

Les auteurs proposent de bâtir l'Europe par et pour le peuple, mais si on veut vraiment associer les peuples, ne convient-il pas de penser à former une société européenne en relation vivante avec le système institutionnel ?

1) Lire *L'Option de Confrontations Europe*

« Former société en Europe » n° 12, mai 2000

2) Lire l'article de Philippe Herzog en p. 4 et 5

3) On citera aussi le livre *Debout l'Europe !* de Guy Verhofstadt et Daniel Cohn-Bendit (Actes Sud, André Versaille éditeur, 2012) et le débat organisé autour de la « 1^{re} convention des fédéralistes européens » par l'Union des fédéralistes européens (UEF)-France, le 18 mars 2013, à Lyon. Consulter le site : www.uef.fr

construction fragile... Ainsi, après le vote unanime des États contre le budget européen, le Parlement n'a pas pu s'y opposer et proposer un véritable budget capable de solidarités. Les efforts du Conseil pour éviter l'explosion de la zone euro et l'engager dans plus d'intégration exigent les soutiens des institutions entre elles. Renforcer la légitimité de nos institutions par une réforme de la représentation ne réglera pas ces dysfonctionnements. Il faut se préoccuper davantage de la participation démocratique qui ne pourra se passer d'un processus fédératif. Le peuple ne se confond pas avec le vote, et la démocratie représentative avec le suffrage universel ! Un homme, une voix n'est pas l'égalité, et le vote ne fait pas la société.

Une société civile responsable

Les élections en Italie⁽⁴⁾ nous rappellent qu'aucun gouvernement n'est légitime s'il ne s'appuie sur une société civile libre et responsable. Que valent les réformes quand elles sont imposées à des citoyens qui n'ont pas été impliqués et n'en comprennent pas le sens ? Que vaut alors leur vote ? N'est-ce pas leur participation, plus responsable, qui pourrait rendre les décisions plus efficaces ? C'est toute la relation entre société civile et dirigeants politiques qui doit changer. L'interaction des citoyens, des acteurs politiques, économiques et sociaux doit être organisée avec ce que cela suppose de devoirs, d'échanges et d'informations. Aujourd'hui, la passion de l'égalité, analysée par Tocqueville comme le moteur de la marche vers la démocratie, se trouve renforcée par la révolution informationnelle. Mais si les États et l'Union ne la conçoivent pas comme un bien public, ils

risquent de priver les citoyens et la société de l'exercice de leur liberté. Les citoyens et les acteurs doivent pouvoir exercer leur liberté et ne plus déléguer aux élites nationales ou européennes la formation d'une société unie. « *C'est en chacun que résident les clés du changement et de l'espoir*, affirme Damien Boureille, vice-président des Eurofédéralistes de Rhône-Alpes, *cela nécessitera une révolution dans nos systèmes de pensée*. » Et des obstacles devront être surmontés : l'État national, écran entre le citoyen et l'Union ; la faiblesse de l'Union, fruit de la frag-

La participation démocratique ne pourra se passer d'un processus fédératif

mentation et de la concurrence entre États ; la culture de pouvoir des élites qui gouvernent par les moyens, incapables d'ouvrir les voies d'un nouveau type de croissance.

La démocratie européenne ne sera pas une combinaison États/Union, ni un système supranational, et la création des États-Unis – même d'Europe – ne saurait être notre modèle. Nous ne sommes plus à la même époque et n'avons pas la même histoire. Les États européens se sont formés à partir du ^{xv}e siècle

LA DÉMOCRATIE, UNE VALEUR SPIRITUELLE ?

Confrontations Europe est partenaire du colloque conclusif international organisé les 19 et 20 avril par le département Société, Liberté, Paix du Pôle de recherche du Collège des Bernardins. Philippe Herzog intervient le 19 sur le thème « Vers une refondation de la Communauté européenne » et animera le 20 le débat sur « Les nouveaux regards sur la démocratie en Europe occidentale ». Claude Fischer introduira, lors des ateliers du 19, des « Propositions pour mettre en œuvre une démocratie de confrontation et de consensus ». Consulter le programme complet sur www.collegedesbernardins.fr

dans des institutions, des cultures et des violences et l'Europe n'est toujours pas identifiée aux pro-

reuse, au moment où d'autres, avec le député européen Andrew Duff, s'attellent à la rédaction d'une nouvelle convention pour une Union fédérale. Des options sont versées dans le débat pour dépasser l'intergouvernemental et favo-

riser l'intégration de l'UE, avec la possibilité pour les États membres de choisir de rester ou de quitter l'Union. Ces projets, très institutionnels et inscrits dans la représentation, risquent de créer de nouvelles désillusions et de s'avérer in fine dangereux. Rappelons que c'est le Conseil qui a permis une avancée fédérale et que les Européens ne sont pas mûrs pour une nouvelle constitution. Par ailleurs, il nous semble que l'intégration de l'eurozone est le plus sûr chemin pour consolider l'Union à 27 et organiser des coopérations renforcées entre les pays de l'UE et avec ceux de la Grande Europe et de l'Est et du Sud de la Méditerranée. Nous avons besoin de tous les pays, et avec notre diversité, de repenser le contrat qui pourrait nous mobiliser pour, ensemble, sortir de la crise, renforcer l'Europe dans la mondialisation et retrouver la prospérité. Oui, c'est encore plus loin qu'il faut voir... 

Repenser le contrat

Sylvie Goulard et Mario Monti sont des fédéralistes qui cherchent à engager un changement du régime politique de façon réaliste et rigou-

reuses d'un avenir commun. Des menaces de dislocation la guettent et c'est aux fondations de son régime politique qu'il nous faut travailler. Que vaudrait un gouvernement de l'Union sans un accord sur le contrat qui engagerait les États et leurs sociétés ?



Jean-Pierre Coulon, conseiller au Comité économique et social européen, Antoine Kowalski, journaliste (*Forbes Magazine*), et Claude Fischer pendant la table ronde sur le thème du « pacte social », lors de la 1^{re} Convention des fédéralistes européens, le 16 mars à Lyon.

Claude Fischer
Présidente de Confrontations Europe

⁽⁴⁾ Lire l'article de Patrizio Bianchi en p. 30